



RAGE CLIMATIQUE

AUTOMNE 2023

TABLE DES MATIÈRES

- 03..... Éditorial: Tanné·e d'être écoanxieux·se?
Deviens écofurieux·se!
- 04..... Appel à la grève, aux manifs et aux actions
durant la semaine de la rage climatique
- 06..... Hors du foyer: Organisons-nous pour
occuper l'extérieur!
- 09..... Pour lutter contre le génocide et l'écocide, il
faut abolir le C-IRG
- 14..... Ekoni Aci et Mashk Assi: Blocages
autochtones contre les saccages forestiers
- 18..... Bombes de semences
- 20..... En Allemagne et en France: la violence
étatique déployée pour étouffer les
mouvements écologistes
- 22..... La croissance économique: un régime à
somme négative
- 24..... La diversité des tactiques...
- 29..... Un peu de pratique...
- 30..... L'horoscope enragé

TANNÉ·E D'ÊTRE ÉCOANXIEUX·SE? DEVIENS ÉCOFURIEUX·SE!

LES GENS QUI DÉTRUISENT LA PLANÈTE ONT DES NOMS ET DES ADRESSES

L'écoanxiété apparaît puisqu'on est bombardé·e·s de statistiques portant sur le réchauffement climatique, de rapports scientifiques affirmant l'irrévocabilité des dommages environnementaux et d'images médiatiques qui laissent croire que les changements climatiques sont l'installation lente de la fin du monde et d'une multitude de catastrophes qui sont le résultat des décisions de chacun·e·s d'entre nous qui n'auraient pas choisi le bon produit au marché. L'écoanxiété apparaît donc comme un sentiment de détresse, de paralysie et d'impuissance face à la réalité de la crise climatique. Le sentiment renvoie à la perte d'un monde et à une vision politique empreint de fatalisme, comme si l'espoir n'était pas possible, comme si les dés étaient déjà joués. Si l'écoanxiété semble être la seule réponse à la dégradation du monde, elle reste aussi en partie complice de cet effritement. L'écoanxiété se caractérise par une pente glissante qui débute au sentiment de paralysie, de perte de contrôle, finissant par un véritable immobilisme politique dont le néolibéralisme et les systèmes d'oppression se nourrissent.

Ainsi, l'écoanxiété est un sentiment qui paralyse. Le problème semble trop gros et la fin du monde est à nos portes: à quoi bon lutter? Peut-on vraiment faire une différence? Produite par l'idée d'une fin du monde inévitable, l'écoanxiété renvoie à un état qui réduit à l'impuissance. L'écoanxiété s'ancre dans le fait que nous avons intériorisé la vision capitaliste selon laquelle nous sommes toutes et tous individuellement responsable de notre empreinte écologique, alors que nos choix sont toujours fortement contraints. Nous subissons l'écocide et nous nous

devons donc de commencer à le renverser et de faire la même chose avec tous les systèmes qui en sont la cause: le capitalisme, le colonialisme, la suprémacie blanche, le patriarcat, etc.

Il faut dépasser le sentiment d'angoisse qui nous pousse à l'inaction et nous paralyse. Si l'écoanxiété est une réaction à la décomposition grandissante de notre monde, l'éco-colère nous invite à passer à l'action et s'organiser. Il faut passer de l'écoanxiété à l'éco-colère : passer de l'individualisation de la lutte aux changements climatiques à l'organisation collective, qui nous permet de véritablement être une force politique écologiste, anticapitaliste et anti-oppressive. Nos pailles en cartons et nos tasses réutilisables ne seront pas suffisantes pour changer les choses. Les actions requises sont systémiques et ne résident pas dans les solutions individuelles offertes par les mêmes industries nocives qui ont causé la crise. *L'éco-colère, c'est le rejet des solutions individuelles au profit d'une réflexion plus profonde qui permet de comprendre que la source des changements climatiques n'est pas notre empreinte individuelle, mais bien la manière actuelle d'organiser la société et la production.*

Le mécontentement de vivre dans un paysage progressivement apocalyptique devrait nous pousser vers une mobilisation collective entêtée pour y détruire le véritable responsable de l'écocide : le capitalisme. Nous ne demandons pas une passivité verte, nous affirmons une rage climatique collective. Soyons en criss climatique, nous avons toutes les raisons du monde de haïr le système capitaliste et de souhaiter sa fin, pour nous permettre de mettre en place une société réellement écologiste, anticapitaliste et anti-oppressive. Le présent journal propose donc des réflexions qui vont dans ce sens. Si tu as cette même volonté et cette même colère, travaillons ensemble à la mise en place de nouveaux mondes.

APPEL à LA GRÈVE, AUX MANIFS ET AUX ACTIONS DURANT LA SEMAINE DE LA RAGE CLIMATIQUE

Les arbres croulent sous le poids du verglas en mars, les forêts brûlent en mai, les rivières débordent en juillet, l'air est irrespirable depuis des semaines et les seules réponses que nous offrent les gouvernements sont d'agrandir les autoroutes et d'asphalter les rares espaces encore verts de nos villes pour permettre à plus de conteneurs remplis de millions de gadgets de plastique inutiles de transiger jusqu'aux portes de la petite bourgeoisie blasée. Devant l'inaction cynique et les fausses promesses, nous devons agir face à la catastrophe en cours.

C'est pourquoi nous appelons les organisations politiques, communautaires, étudiantes et syndicales à s'unir lors d'une semaine de la rage climatique du 25 au 29 septembre. Il est impératif de nous saisir de cette semaine pour rappeler que nous ne nous laisserons pas berner par les politiciens opportunistes qui nous disent qu'il n'y a plus rien à faire ou qu'ils prennent les choses en main, selon l'humeur du moment. Nous n'attendons plus rien de la classe politique, mais il est encore possible et nécessaire d'agir collectivement en luttant contre ce système extractiviste, colonial et écocidaire, qui préfèrent le profit à la vie.

Trente ans après le Sommet de Rio, il est clair que rien n'a réellement changé. Les 15 COP sur la biodiversité, les 27 COP sur les changements climatiques et les innombrables instances de concertations manipulées par les capitalistes ne nous ont pas fait avancer, mais bien reculer au bord du précipice. Les actions pacifiques, les parades dociles et la négociation ne suffisent plus, il est devenu inévitable de faire monter la pression d'un cran si nous voulons voir des changements concrets. Les responsables de ce massacre ne sont pas des entités abstraites, ils ont des noms et des adresses! Ce système de croissance infinie qui oblige à la rentabilité est

responsable de la destruction de notre planète. Nous ne devons pas leur laisser le choix, cette semaine de la Rage Climatique doit être l'appel à un changement radical de système, plus juste et plus respectueux de la Terre qui nous nourrit.

La semaine de la Rage Climatique sera l'occasion de mettre de l'avant une écologie radicale, anti-oppressive, anticoloniale et anticapitaliste à travers des ateliers, des manifestations et autres actions de perturbation. Rage Climatique invite tous les groupes et individu-es à organiser des actions de perturbation qui confrontent directement les capitalistes, l'État qui les sert et leurs chiens de garde.

GRÈVE!

Depuis 2019, le mois de septembre est synonyme de grèves pour la justice climatique. Malgré les mobilisations larges, chaque année nous entendons les mêmes promesses creuses et chaque année dès que nous rentrons sagement, nous nous retrouvons devant l'inaction et revivons les mêmes déceptions. Mais nous refusons de baisser les bras devant la machine de mort du capitalisme et nous allons continuer la lutte pour mettre fin de ce système injuste et écocidaire.

Dans un esprit d'escalade des moyens de pression, Rage Climatique invite les associations étudiantes, les groupes communautaires et les syndicats à entrer en grève du 25 au 29 septembre, en mettant l'accent sur le 28-29. Nous appelons à une grève générale qui dérangera réellement l'ordre établi, à la mise en action, au sabotage, aux perturbations, aux déploiements de bannières et à toutes actions fortes de revendications contre le cynisme de ceux qui ont déjà tout. Cette semaine culminera lors de deux manifestations le 28 et le 29 septembre.

RAGE CLIMATIQUE

Rage Climatique est une organisation qui invite à dépasser l'écologie de façade des grandes compagnies qui nous proposent des pailles en carton au lieu de repenser l'organisation de la société. Le groupe est né à l'automne 2022 pour lutter contre la COP15 à Tiohtià:ke (Montréal), que nous avons déjà identifiée comme le chant du cygne d'un monde qui croit le capitalisme compatible avec la pérennité du vivant. Nous avons pointé l'hypocrisie et le greenwashing dans cette concertation internationale qui n'a fait que se découper les parts du gâteau en faisant fi des populations locales.

Nous faisons face à un système socio-économique qui privatise, détruit et exploite les écosystèmes et les personnes. Au sein de la société capitaliste dans laquelle on vit, il n'y a pas de solution pour le vivant. Pourtant, l'État et les compagnies privées sont prêtes à toutes les horreurs pour protéger cette machine de mort. Face à ce constat, c'est notre devoir d'assumer notre rage collective et de la laisser émerger comme une force de lutte capable de construire de nouveaux mondes. L'objectif de Rage climatique est, pour l'instant, de radicaliser les discours écologistes en mettant de l'avant un écologisme radical, anti-oppressif, anticolonial et anticapitaliste: il est impossible de renverser la destruction écologique sans sortir du capitalisme.

Teach-in de Rage Climatique

Lors de la semaine de Rage climatique, nous tiendrons une journée d'ateliers sur les perspectives d'action et les courants théoriques d'une écologie révolutionnaire et anti-capitaliste. Cette journée sera l'occasion de partager des savoirs militants et des créer des liens entre personnes désireuses de changements radicaux.

Des ateliers et discussions auront lieu sur l'écologie anticapitaliste, la sécurité en manif, l'autodéfense juridique, l'écologie queer, le care collectif, l'action directe et les luttes autochtones en cours. Consultez notre site web pour l'horaire complet ou en cas de pluie.

De la nourriture sera offerte et un service de garde sera disponible sur demande. Les ateliers seront offert en français mais de la traduction simultanée vers l'anglais sera disponible.

Le **27 septembre** 2023 dès **9h00** au **Parc Lafontaine** (au bout de la rue Calixa-Lavallée depuis la rue Rachel). Le dernier atelier a lieu à l'UQAM.

SEMAINE DE LA
RAGE
CLIMATIQUE



du **25** au **29** septembre

HORS DU FOYER: ORGANISONS-NOUS POUR OCCUPER L'EXTÉRIEUR!

Le discours de la crise climatique a trop longtemps été accaparé par les entreprises et les médias qui ont mis de l'avant des solutions insatisfaisantes. Mais quoi de plus rassurant quand les solutions peuvent tenir sur une belle liste d'épicerie: acheter des aliments biologiques et locaux, cuisiner zéro déchet, laver et astiquer la maison avec les produits les plus écologiques sur le marché, manger végétalien, utiliser le vélo ou le transport en commun pour toutes ces belles emplettes, composter, recycler, éduquer les enfants à devenir des citoyen.ne.s écoresponsables et ne pas oublier de les amener marcher pour l'environnement une fois en automne et une fois au printemps. Pour compléter cette liste, n'hésitez pas à consulter un bon vieux guide de la ménagère des années soixante et à y ajouter quelques éléments du discours néolibéral sur l'environnement.

Cette forme d'écologie crée une pression induite sur des groupes ciblés, les personnes femmes et queer, puisque les tâches domestiques leur sont encore disproportionnellement attribuées. Ces personnes se retrouvent avec une nouvelle charge mentale: prendre soin de ce que la société détruit. Toutefois, les outils qui leur sont offerts n'ont que trop peu d'effets tangibles sur la crise. C'est une stratégie vouée à l'échec; ces solutions peuvent même diviser les personnes qui font le travail de soin et c'est pourquoi nous présenterons des solutions collectives.

SOLUTIONS ÉCOLOGIQUES OU OUTIL CAPITALISTE?

Il n'est pas innocent ni imprévu que la lutte environnementale soit réduite à la gestion de la maison et du ménage de la famille traditionnelle. Le système capitaliste profite du transfert de responsabilités vers des populations particulières pour se laver les mains du problème et trouver de nouvelles avenues pour faire des profits. Les gestes individuels s'agentent très bien avec une toute nouvelle forme de consommation responsable qu'on peut associer à un phénomène d'écoblanchiment.

En effet, les entreprises se permettent une nouvelle forme de manipulation des masses en créant une division de la consommation: une consommation acceptable et une qui ne l'est pas. Ce message ajoute encore plus à la charge des personnes ayant des enfants, surtout les femmes des ménages traditionnels, qui doivent correspondre à l'image de la «bonne mère/du bon parent» qui consomme bien pour prendre soin. On capitalise sur les caractéristiques essentialistes des femmes en véhiculant le message que cette consommation n'est pas seulement meilleure pour la planète, mais pour les enfants.

DIVISER POUR RÉGNER: COMPÉTITION ET OPPRESSION AU SEIN DE LA LUTTE ENVIRONNEMENTALE

Cette division contribue aussi à la compétition qui monte ces femmes et ces personnes les unes contre les autres. On incite les « bonnes » mères/parents, cochant toutes les cases de la liste d'épicerie, à shamer les autres qui n'en font pas assez. Cette dynamique s'inscrit souvent dans les dynamiques d'oppression déjà présentes lorsqu'on observe que ces « bonnes » mères sont celles qui ont le pouvoir d'achat pour se procurer les produits responsables toujours plus chers. Ce sont souvent des femmes blanches, cisgenres, hétérosexuelles, non handicapées et aisées.

L'ajout de tâches domestiques vertes encombre ces personnes d'un perfectionnisme malsain qui les épuise complètement. Il ne reste que peu de temps pour des actions politiques, ce qui renforce les dynamiques déjà genrées dans certaines organisations. Démuni·e·s et épuisé·e·s, iels peuvent se reconforter dans l'impact imaginé de ces actions qui a été construit par le discours populaire. Il ne reste alors que peu de place pour la solidarité et l'action collective qui leur permettraient de réellement s'émanciper en construisant une société plus juste, où toutes peuvent avoir un pouvoir d'action, pas seulement les femmes privilégiées.

FEMMES IMPUISSANTES, HOMMES AU POUVOIR

Ainsi, l'écologie individuelle permet d'offrir un semblant de solution pour calmer « l'hystérie écoanxieuse féminine » devant le problème et pour que les hommes à la tête des grandes compagnies puissent jouir de

leur liberté de détruire. Alors, ces hommes cis et blancs peuvent se désresponsabiliser de la lutte environnementale. D'autant plus que lorsqu'elle est reléguée à la maison et aux femmes, elle devient plus facilement dévalorisée et ridiculisée par ceux-ci. Pensons, par exemple, aux discours réactionnaires qui affirment que les vrais hommes doivent manger de la viande et conduire les autos de sport les plus luxueuses (et polluantes). Le système capitaliste - responsable des autres formes d'oppression des femmes et des personnes queer - s'en retrouve renforcé au détriment des écosystèmes humains et naturels.

REPENSER NOS COMBATS: LE POUVOIR DE L'ACTION COLLECTIVE

Toutefois, il existe d'autres solutions à investir. Les luttes écologistes ont beaucoup à apprendre des luttes des communautés racisées: elles se sont depuis longtemps organisées collectivement et pointées le réel responsable du doigt, soit le système capitaliste qui exploite les écosystèmes, autant humains que naturels. Nous pouvons prendre comme exemple les femmes du mouvement Chipko en Inde dans les années 1970 qui se sont organisées à de nombreuses reprises pour protéger des forêts qui allaient être coupées. Elles



ont mobilisé des personnes travailleuses et habitant les villages à réaliser de multiples actions directes de désobéissance civile. Elles ont occupé des forêts d'Adwani en se ressemblant autour de chacun des arbres, ce qui a réussi à bloquer la coupe de ceux-ci en faisant reculer la police¹. Plus proches de nous, à Uashat Mak Mani-Utenam, les femmes de la communauté innue se sont organisées collectivement pour bloquer le projet de construction de pylônes de ligne électrique par Hydro-Québec. Bien que le conseil de bande ait accepté plus d'argent pour laisser le projet aller de l'avant, ces femmes ont continué le blocus, et ce malgré leur criminalisation².

Ce type de lutte nous montre qu'il est nécessaire de retourner à la source du problème pour agir de manière concrète et efficace, et que nous devons nous rassembler pour le faire. Il est de notre responsabilité collective de s'y mettre toutes. Il ne suffit pas d'arrêter d'acheter du papier ou d'utiliser du papier recyclé, il faut empêcher les compagnies d'accéder aux forêts pour faire du profit sur des besoins exagérés. Il ne suffit pas d'acheter biologique que pour sa famille, il faut s'organiser collectivement pour que toutes puissent subvenir à

leur besoin tout en protégeant leur santé et celle des écosystèmes. Il ne suffit pas d'essayer d'être zéro déchet seul-e, il faut arrêter les compagnies qui produisent les déchets irresponsablement et reprendre les moyens de production pour s'assurer que leur usage soit raisonnable pour nos besoins et respecte l'environnement duquel nous dépendons. Il ne suffit pas d'acheter des voitures électriques pour réduire notre impact sur les changements climatiques, il faut forcer les entreprises à laisser le pétrole dans le sol en supportant les communautés autochtones qui se battent contre les pipelines.

Bref, il faut remettre le problème de l'environnement dans la sphère publique et démocratiser la lutte pour qu'elle soit accessible et assez puissante pour changer l'ordre des choses. Nous ne le ferons pas seul-e et nous ne le ferons pas sans coopérer. La lutte environnementale est collective, elle ne devrait laisser aucune personne derrière en reconnaissant la diversité des situations et des oppressions, et elle devrait nous donner les moyens de recréer une société plus juste et fonctionnelle pour nous et la planète.

Notes:

1. Pour en savoir davantage, voir cette entrevue avec Vandana Shiva: <https://bitly.guru/YYPcE>

2. Pour en savoir davantage, voir <https://bitly.guru/YIHqP>



POUR LUTTER CONTRE LE GÉNOCIDE ET L'ÉCOCIDE, IL FAUT ABOLIR LE C-IRG

(ET LA POLICE TANT QU'À Y ÊTRE)



Le Community-Industry Relations Group (C-IRG) est un détachement secret et armé de la GRC, spécialement créé pour contrôler la résistance des autochtones aux projets d'extraction des ressources. En appelant à l'abolition du C-IRG, nous voyons clairement comment l'abolition de la police, la restauration écologique et Land Back sont la continuité de la même lutte. Travailler à l'abolition de la police, c'est porter un coup au colonialisme, à l'extractivisme, à la crise climatique et au capitalisme lui-même.

LE MYTHE DU SECTEUR PUBLIC

En fréquentant l'école publique au soit-disant Canada, on est porté à croire que le gouvernement joue un rôle essentiellement neutre,

voire parfois positif, dans les conflits entre les entreprises d'extraction de ressources et les communautés auxquelles ces projets portent préjudice. Nos manuels scolaires étaient remplis d'exemples de législateurs* américains et canadiens adoptant des réglementations qui protégeant les gens ordinaires de la pollution des entreprises privées à la recherche de profits.

Le mythe selon lequel le gouvernement canadien s'opposerait aux entreprises est un puis-

* Nous féminisons les noms qui renvoient à des personnes, comme travailleur·euse·s. Il s'agit d'une contraction pour signifier les travailleurs, les travailleuses et les autres personnes non-binaires ou ne s'identifiant pas à un genre qui travaillent. Toutefois, les termes qui renvoient à des positions de pouvoir comme les politiciens ou les policiers, pour mettre en évidence qu'ils sont majoritairement occupés par des hommes.)

sant outil de propagande. La réalité est que notre gouvernement de colons-capitalistes et son système juridique colonial ont été créés en tandem avec les industries extractivistes, expressément pour soutenir l'accumulation capitaliste par la force violente. Les capitalistes ont mis en place un gouvernement à leur service et une police coloniale pour éliminer les habitant-e-s autochtones, pour écraser la résistance armée du peuple et pour repousser les capitalistes américains concurrents qui auraient pu commencer à empiéter sur "leurs" ressources. Contrairement à ce qu'on nous a appris à l'école, dans la grande majorité des cas, l'État tient un pistolet sur la tempe du peuple pour que les capitalistes puisse voler, saccager, polluer et extraire en toute impunité. L'État et les compagnies privées sont blanc bonnet et bonnet blanc au soi-disant Canada. Avant d'être l'État canadien, le territoire appartenait à la compagnie de la Baie d'Hudson et il reste à ce jour à solde des compagnies minières, peu importe les millions de dollars dépensés pour fabriquer une mythologie nationale basée sur le hockey et les timbits.

La GRC: 150 ans de violence coloniale

La Police à cheval du Nord-Ouest (PCN-O), prédécesseur direct de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC), a été créée en 1873 juste après la rébellion métisse de la rivière Rouge. Elle a été créée dans le but exprès de chasser les communautés autochtones de l'Ouest canadien et d'écraser les dernières poches de rébellion, afin que le nouvel État colonial puisse s'étendre d'un océan à l'autre. Dans l'une des premières crises sociales et écologiques provoquées par le nouvel État canadien, la PCN-O est aussi en partie responsable de la quasi-extinction des bisons dans les plaines de l'Ouest. La PCN-O a immédiatement entrepris de repousser les autochtones de plus en plus loin vers l'Ouest afin de permettre aux colonies européennes de s'installer dans des fermes d'élevage clôturées sur les pâturages d'origine des bisons. Pendant ce temps, les colon-ne-s américain-e-s se sont lancés dans une campagne systématique d'éradication des bisons pour ouvrir la voie à

l'élevage et à l'installation de colonies blanches dans le sud, dans le but de forcer les communautés autochtones à dépendre des rations alimentaires coloniales et de les enfermer dans des réserves sous la menace constante de la famine et la maladie. Une fois la population de bisons effondrée, la police se livra à des humiliations et à des violences sexuelles systématiques en contrôlant la distribution des rations alimentaires aux réserves nouvellement créées afin de "garantir leur accès aux adolescentes autochtones", entre autres atrocités.

Au fil des ans, la GRC et les forces de police provinciales ont toujours veillé à ce que la classe capitaliste ait le droit de raser les forêts, de procéder à des coupes à blanc, d'extraire les ressources fossiles d'ouvrir des mines sur les terres autochtones ou n'importe quelle autre connerie qui fait du profit. En l'occurrence, lors du conflit armé d'Oka en 1990 concernant l'expansion d'un terrain de golf et le développement de condos sur les terres Kahnienkehaka, la Sûreté du Québec, puis l'Armée canadienne ont envoyés des officiers avec des M-16, des tanks, des hélicoptères, des jets, des unités d'artillerie et même des forces navales pour réprimer la résistance à la fois à Kanehsatà:ke et à Kahnawake. L'affrontement armé a duré 78 jours et a finalement permis de bloquer le développement du terrain de golf. 5 ans plus tard, la GRC a mené un siège de 31 jours sur le territoire Secwepemc, tirant près de 77 000 balles de fusil et menant à l'arresta-



tion de plusieurs défenseurs des terres Ts'peten lors de l'impasse du lac Gustafsen en Colombie-Britannique. En 2013 et 2014, la GRC a arrêté plus de 40 membres de la Première nation Elsipogtog qui s'opposaient aux projets de gaz de schiste et de fracturation sur leur territoire. Ce ne sont là que quelques exemples parmi des centaines d'autres dans l'histoire du soi-disant "Canada" qui mettent en évidence le rôle central des forces de police de l'État dans l'exploitation des riches ressources naturelles sur lesquelles son affluence s'est bâtie.

LE GROUPE DE RÉPONSE COMMUNAUTÉ-INDUSTRIE (C-IRG)

Aujourd'hui, alors que la crise climatique s'aggrave et que la résistance autochtone s'amplifie, la répression réactionnaire de l'État à l'encontre des défenseur·e·s de la terre est de plus en plus efficace et consolidée. La création du C-IRG (Community-Industry Response Group) est peut-être la démonstration la plus claire de la convergence des intérêts de l'État et de l'industrie. Le C-IRG est un détachement paramilitaire secret au sein de la GRC, spécialement créé en 2017 pour orchestrer la répression violente de la résistance autochtone contre les projets d'extraction de ressources en Colombie-Britannique. Jusqu'à présent, au moins 50 millions de dollars ont été dépensés au cours des six dernières années pour surveiller et repousser les défenseur·e·s des terres à Fairy Creek, la résistance menée par les Wet'suwet'en au gazoduc CGL, les manifestations de plusieurs Premières Nations contre l'oléoduc Enbridge Northern Gateway, la résistance de la Coast Salish Nation à l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain, et la résistance au barrage hydroélectrique du Site C sur la rivière de la Paix.

Ce que l'on sait sur le C-IRG en Colombie-Britannique a été révélé par des demandes d'accès à l'information de journalistes d'enquête et par des recherches menées par des défenseur·e·s de la terre comme Molly Murphy. Le C-IRG a été décrit comme un groupe de "mercenaires" gratuit pour l'industrie pétrolière et gazière, en-

gagés et payés avec l'argent des contribuables. Ce détachement spécial est composé d'agents "volontaires" de la GRC qui ont expressément proposé leur candidature pour travailler aux côtés de l'industrie privée afin de contrôler la résistance des autochtones à la construction d'oléoducs et à l'exploitation forestière. Certains d'entre eux sont payés 100 dollars de l'heure et travaillent 18,5 heures d'affilée. Ils enlèvent régulièrement leur badges nominatifs pour éviter d'avoir à rendre des comptes en cas de mauvaise conduite, en les remplaçant avec des badges "thin blue line". Le groupe est financé par les gouvernements provincial et fédéral dans une proportion de 70/30. En d'autres termes, le C-IRG est un groupe ciblant spécifiquement les autochtones, hautement rémunéré et financé par l'État, qui fournit gratuitement des renseignements et une sécurité armée à réponse rapide aux propriétaires de compagnies pétrolières, gazières, forestières et minières.

L'une de leurs tactiques favorites est le "stimming", une technique de guerre psychologique dans laquelle les policiers émettent des bruits inquiétants et allument des lumières vives à toute heure de la nuit dans les campements, parcourant ces derniers sans relâche afin d'empêcher le repos des défenseur·e·s de la terre. Cette technique vise à briser le moral des défenseur·e·s de la terre et à créer des tensions au sein du camp. Des projecteurs, des haut-parleurs, des caméras et d'autres capteurs sont braqués sur les campements des militant·e·s. Lors des confrontations, le C-IRG est également autorisé à utiliser des prises de soumission, y compris des prises au visage qui consistent à enfoncer les yeux des militant·e·s avec l'index et le majeur.

LES "PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ" SONT UNE FAÇON DE FAIRE COLONIALE

La GRC collabore également étroitement avec des entreprises privées pour espionner les mil-

Capitalists

Government of Capitalists
Gouvernement du Capitalistes

itant-e-s. À Fairy Creek, elle a aidé des agents de sécurité privés de la société forestière Teal Jones à infiltrer les camps d'activistes, qui ont ensuite mené des opérations secrètes et divulgué des renseignements de surveillance au C-IRG. Pour montrer jusqu'à quel point l'industrie et la police travaillent ensemble, à Fairy Creek, certain-e-s ont rapporté que des bûcheron-ne-s de la compagnie avaient physiquement plaqué au sol des militant-e-s, puis appelé des agents du C-IRG pour les arrêter formellement. En d'autres termes, les bûcheron-ne-s ont ouvertement agressé des individus en toute impunité afin de faciliter leur arrestation officielle.

La loi sur les injonctions est la meilleure arme de l'industrie d'extraction des ressources, car elle permet aux juges d'examiner chaque cas d'un façon isolé, sans tenir compte de la validité du droit autochtone traditionnel. Tout ce que l'entreprise doit faire, c'est démontrer qu'elle subira un "préjudice irréparable" si son projet n'est pas autorisé à avancer immédiatement. Pour obtenir une injonction, il n'est pas nécessaire de prendre en compte des dommages irréparables pour la vie humaine ou les terres autochtones, et il n'est pas nécessaire de prendre en compte l'impact sur l'environnement. La majorité des opérations du C-IRG consiste à faire appliquer de ces injonctions civiles illégitimes à la pointe du fusil.

Le C-IRG fait actuellement l'objet d'un examen par la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes (CRCC) après que la GRC ait reçu plus de 5000 plaintes dans les régions où le détachement était actif. Mais quelles que soient les tentatives de l'État pour réformer, renommer ou donner une nouvelle image à ces forces, nous ne devons jamais nous laisser bernier: notre gouvernement capitaliste ne soutiendra jamais la réappropriation et la défense des terres



dans aucun sens - il ne permettra jamais la propriété collective des forêts, montagnes et cours d'eau tant qu'il y aura plus de profits à tirer des mines, des projets de fracturation et des monocultures de bois.

N'ATTENDONS RIEN DES ÉLU-E-S

Pour ceux qui gardent l'espoir que l'élection d'un parti "progressiste" pourrait aider à retarder ou à inverser l'apocalypse climatique, il est bon de se rappeler que presque toutes les répressions violentes contre les groupes autochtones par le C-IRG en Colombie-Britannique ont été financées et soutenues par le Nouveau parti démocratique (NPD), qui détient un gouvernement majoritaire dans la province depuis 2017. En 2022, ce gouvernement a promis 230 millions de dollars de financement supplémentaire à la GRC pour augmenter les détachements de police rurale, reconnaissant l'importance accrue de la protection des projets massifs d'exploitation minière, forestière et de gaz naturel des capitalistes face à la résistance croissante menée par les autochtones.

Les élections démocratiques aux niveaux provincial et fédéral au Canada se sont avérées à maintes reprises être des campagnes de propagande très efficaces - ce sont des exercices qui servent exclusivement la classe capitaliste. Dans un système faussement démocratique conçu et contrôlé par les colon-ne-s capitalistes blancs pour servir les intérêts de l'extraction des ressources et de l'exploitation de la main-d'œuvre,



il n'y a jamais eu et il ne pourra jamais y avoir de parti électoral qui tienne réellement compte des prérogatives autochtones. Les compagnies capitalistes sont rassurés de savoir que des mercenaires financés par l'État comme le C-IRG seront toujours là pour soutenir leurs projets de pipelines et d'exploitation forestière, quelle que soit la couleur des affiches accrochées dans le bureau de l'élu en place.

L'ABOLITION ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SONT UN MÊME COMBAT

L'abolition de la police - et en particulier l'abolition de la GRC - est au cœur de la lutte contre l'écocide et le changement climatique. S'il est achevé, le gazoduc Coastal Gas Link de 670 km transportera 2,1 milliards de pieds cubes de gaz naturel vers des terminaux d'exportation sur la côte, pour être traités, exportés et brûlés (s'il n'est pas d'abord déversé dans l'environnement en cours de processus). Les exportations canadiennes de gaz naturel liquéfié montent en flèche grâce aux nouvelles possibilités de pénétration du marché offertes par la guerre en Ukraine, à tel point que de nouveaux terminaux d'exportation sont envisagés sur la côte est, la côte ouest et même au Québec.

Et maintenant, avec les tensions inter-impériales croissantes entre la Chine et les États-Unis, et l'opportunité d'écoblanchir la production de semi-conducteurs et de batteries, l'État canadien a arbitrairement qualifié plusieurs nouveaux métaux et minéraux de "critiques" et "essentiels", de la même manière que le pétrole et le gaz avaient été qualifiés d'infrastructures critiques au milieu des années 2010. Cette désignation, associée au projet de loi C-51 de Stephen Harper, signifie que la résistance à l'extraction des combustibles fossiles est désormais considérée comme du terrorisme domestique, les défenseur·e·s de la terre autochtones et leurs partisan·e·s étant qualifié·e·s de terroristes domestiques par les services de renseignement.

Alors que le Canada étend ses opérations minières nationales pour fournir des minéraux critiques pour les batteries et les semi-conducteurs "verts", la promotion de ces mines en tant qu'infrastructures "critiques" permettrait à l'État de s'en prendre aux manifestant·e·s avec toute la force de son appareil de renseignement, de surveillance et de répression.

Il existe un lien inextricable et de plus en plus évident entre l'abolition et l'écocide. L'accélération des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes climatiques font de l'abolition de la police une nécessité de plus en plus urgente, car les catastrophes climatiques et les bouleversements sociaux ne font que renforcer les tendances fascistes de l'État, comme l'a démontré la création du C-IRG. Pour rêver d'inverser ou même simplement de freiner notre déclin écologique précipité, et de ralentir la prolifération exponentielle des événements climatiques extrêmes, nous devons progresser rapidement vers l'abolition des forces armées qui ont permis aux capitalistes d'exploiter la terre depuis si longtemps.

Pour en savoir plus sur le C-IRG:

1. Abolish C-IRG: <https://abolishcirq.org/>
2. APTN ("Behind the thin blue line" - Brett Forester): <https://www.aptnnews.ca/ourstories/cirq/>
3. Briarpatch ("The C-IRG: the resource extraction industry's best ally" - Molly Murphy): <https://bitly.guru/OqSID>
4. Briarpatch ("Real climate action means defunding the police" - Molly Murphy): <https://bitly.guru/lhnCZ>

EKONI ACI ET MASHK ASSI

BLOCAGES AUTOCHTONES CONTRE LES SACCAGES FORESTIERS



Depuis quelques années, des mouvements autochtones réclament la reconnaissance des droits ancestraux sur leurs territoires et la pleine souveraineté sur ceux-ci. C'est le cas du mouvement Ekoni Aci (Atikamekw) et du Collectif Mashk Assi (Innue). Ces communautés sont au cœur de la lutte pour la protection du territoire contre les coupes forestières et les claims miniers, et pour le respect des droits ancestraux.

Les défenseur·e·s de la forêt réclament d'être consulté·e·s pour toute activité se tenant sur leur territoire. En exigeant la pleine souveraineté sur leur territoire, ces mouvements

s'inscrivent dans la mouvance plus large du Land back; refusant la dépossession et le colonialisme économique des grandes compagnies forestières et minières, qui extraient les ressources et gardent les profits avec la complaisance des divers paliers de gouvernements.

Dans une lettre adressée au premier ministre du Québec en novembre 2021, où ils exigent un moratoire de 5 ans sur l'exploitation forestière sur l'ensemble de leur territoire, les chefs des territoires ancestraux Atikamekw déclarent que « Ces coupes forestières sont abusives, démesurées et faites sans égard à

nos droits. Les aménagements forestiers sont insensibles à notre mode de vie et notre capacité d'exercer nos activités traditionnelles. Cette pratique qui va à l'encontre de nos droits doit cesser immédiatement. »¹ Bien entendu, le décret de ce moratoire est aussitôt ignoré par le gouvernement provincial et les compagnies forestières, qui continuent le saccage comme si de rien n'était.

Le territoire nourrit et offre la médecine traditionnelle aux membres des communautés, il est au cœur de leur mode de vie. L'exploitation effrénée des ressources sans aucune compensation pour les autochtones qui en dépendent signifie la destruction de leur économie traditionnelle et par conséquent, de leur mode de vie. Dans la plus pure tradition coloniale, les compagnies forestières qui procèdent à des coupes massives n'offrent en signe de bonne foi que des compensations ridicules aux communautés, comme du bois de chauffage ou le déneigement gratuit des chemins alors qu'elles font des millions de dollars de profit chaque année.

BARRER LA ROUTE AUX EXPLOITEURS

Début 2022, malgré le décret du moratoire, le Groupe Champoux qui exploite la scierie de St-Michel-des-Saints effectue des coupes illégales sur une érablière traditionnelle, provoquant la colère de la communauté. Avec le support du Conseil de bande, celle-ci établit un premier barrage routier au km 60 du chemin de la Manawan. Le blocus tenu par le « Mouvement 60 » empêche toute machinerie de pénétrer au-delà de ce point et reste en activité durant plus d'un an.

La communauté de Wemotaci emboîte le pas en février 2023 et bloque toute machinerie, dont celle du géant de la déforestation Remabec, à l'aide de plusieurs barricades sur la route forestière 25, près de La Tuque en Haute-Mauricie. Les familles de Wemota-

ci décident de maintenir en place les barrages malgré une injonction de Rémabec et le désaveu de leur Conseil de bande. C'est la naissance du mouvement « Ekoni Aci » (signifiant Ça Suffit, en Atikamekw), qui réunit des défenseur·e·s du territoire des communautés de Manawan et de Wemotaci.

UN MOUVEMENT DE LA BASE

Le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA), qui regroupe trois communautés soit Manawan, Wemotaci et Opitciwan, est en processus de négociation depuis plus de 30 ans avec les gouvernements provincial et fédéral pour la reconnaissance des droits territoriaux Atikamekw sur le Nitaskinan (leur territoire traditionnel). Au printemps 2023, sans doute grâce à la pression économique exercée par les deux blocages, le processus de négociation s'accélère. Clairement sous la menace des autorités coloniales, le CNA et le Conseil de bande de Manawan font alors volte-face en retirant leur appui aux blocus et en exigeant leur levée le temps des négociations.

Cette tentative de museler la résistance des communautés Atikamekw ravive évidemment les blocages. En mai dernier, plusieurs familles fâchées de la tournure que prennent les négociations et défiant ouvertement le CNA et les Conseils de bande, décident d'établir une deuxième barricade au 16e kilomètre de la route de la Manawan, sur une intersection stratégique permettant le blocage de deux chemins empruntés par les compagnies forestières. La consigne est claire: plus aucune machinerie ne doit entrer sur le territoire. Les habitant·e·s, les passant·e·s, même les villégiateur·e·s et les camions qui sortent le bois sont cependant autorisés de circuler². Le même mois, la pression augmente encore d'un cran lorsque le Collectif Mashk Assi, composé d'Innu·e·s de Mashteuiatsh, bloquent un chemin forestier au 216e kilomètre de la



route 175 dans la réserve faunique des Laurentides, au Saguenay. Des avis d'expulsion sont remis à toutes les compagnies présentes sur le territoire, dont la multinationale des pâtes et papiers Résolu, le Groupe Forestra et le Groupe Lignarex. Ces avis mentionnent que « Les familles gardiennes du Nitassinan [...] demandent de cesser toutes [...] activités forestières et de quitter notre territoire sur le champ. »³ En plus de l'arrêt immédiat des coupes et l'expulsion des abbateuses, les gardien·ne·s du Nitassinan (le territoire ancestral innu) réclament également un moratoire sur l'exploitation forestière. Le collectif s'oppose également au Traité Petapan qui cherche à éteindre les droits ancestraux des Innu·e·s sur leur territoire.

FEUX DE FORÊT

Au mois de juin dernier, dans un tournant dramatique de la situation, tous les blocus ont dû être démantelés à cause de la proximité de plusieurs grands feux de forêts. Les gardien·ne·s du territoire ont redirigé leurs énergies à la défense directe de leur milieu de vie en participant aux efforts pour combattre ces enfers de flammes aux portes de chez eux. La rapidité et l'intensité des feux de forêt

démontrent concrètement la crise climatique dont nous commençons à peine à sentir les effets. Les communautés autochtones, qui vivent et dépendent de la forêt, ont été les premières touchées.

Durant l'été, une coalition formée du collectif Mashk Assi, du mouvement Ekoni Aci et des Kanien'kehà:ka Kahnistensera (aussi appelées les Mères mohawks) fait une sortie publique pour exiger une nouvelle fois, un moratoire sur la coupe forestière, mais également une enquête publique sur l'origine des feux de forêt qui sévissent partout dans la province. Comme le mentionne leur lettre ouverte: « Le gouvernement, par sa mauvaise gestion de la forêt, a créé cette situation de danger extrême dont il est responsable. En priorisant la rentabilité, le gouvernement a créé des forêts de monoculture de conifères qui se transforment en véritables poudrières par temps sec et chaud, au péril de la santé publique. [...] Cet aménagement forestier est axé sur le potentiel de coupe, sur le développement industriel et sur le profit immédiat. »⁴

La LUTTE CONTINUE!

Les mouvements pour la protection des forêts sont d'excellents exemples de luttes concrètes

contre l'extractivisme, le capitalisme et le colonialisme. « Alors que Rémabec affichait un revenu annuel de 277 millions de dollars en 2021, le taux de chômage à Wemotaci s'élève à 30% et à 25% à Manawan, soit plus de 6 fois la moyenne provinciale. La contradiction entre la richesse extraite des terres atikamekw et l'appauvrissement profond de ses habitant-e-s a été un facteur clé qui les a poussés à créer le mouvement. »⁵ À l'heure de mettre sous presse, les membres du collectif Mashk Assi ont rétablis leur barrage et le blocus est toujours en vigueur.

Il est important pour les mouvements écologistes et alliés anticoloniaux de soutenir les luttes autochtones de base. En pleine crise climatique, le mouvement écologiste doit être à l'écoute des autres communautés en lutte, pour prendre en compte les préoccupations des premier-ère-s concerné-e-s, pour éviter les divisions dans le mouvement, et éviter de reproduire les dynamiques coloniales. Nous serons ainsi plus fort-e-s de la diversité des pratiques et de nos expériences.



Notes:

1. Nitaskinan, le 2 novembre 2021. <https://rb.gy/v4mw6>
2. Les camions sont autorisés à sortir les arbres déjà coupés pour éviter le gaspillage du bois qui pourrait pourrir sur place, ce qui serait néfaste pour les écosystèmes en relâchant entre autres des quantités élevées de mercure dans la nature.
3. <https://rb.gy/cizky>
4. <https://rb.gy/z0e7k>
5. <https://bitly.guru/OwtUu>

Levée de fonds du Mouvement Ekoni Aci:

<https://rb.gy/uvnw0>

Levée de fonds du collectif Mashk Assi:

<https://rb.gy/a7ilo>





Monarde fistuleuse



Aster de la Nouvelle-Angleterre



BOMBES DE SEMENCES

Les bombes de semences sont une pratique de guerilla gardening qui permet de se réapproprié les espaces vacants ou trop engazonnés de la ville, en y favorisant plutôt la biodiversité locale. C'est un moyen simple et concret qui permet de soutenir les insectes pollinisateurs, de lutter contre les îlots de chaleur et la pollution atmosphérique, de prévenir les inondations en favorisant la rétention de l'eau dans les

sols, en plus de freiner l'avancée d'espèces invasives en verdissant nos quartiers avec des plantes indigènes, mellifères, médicinales et comestibles!

Il existe plus d'une méthode pour faire des bombes de semences, nous vous en présentons une, mais n'hésitez pas à aller voir sur Youtube!

Le choix des semences

Dans l'objectif d'avoir un impact positif sur la biodiversité, il est important de prioriser les semences de fleurs sauvages indigènes au soi-disant Canada, ou du moins, les semences d'espèces végétales introduites qui se sont bien naturalisées. Ces plantes font partie des écosystèmes locaux : elles sont la principale source d'habitats et de nourriture pour les insectes pollinisateurs dont nos systèmes alimentaires dépendent, et sans qui tout un ensemble de relations écologiques essentielles au maintien de nos écosystèmes s'effondrerait.

Voici quelques suggestions d'espèces végétales à découvrir et intégrer à vos bombes de semences : *la Verge d'Or, l'Aster de la Nouvelle-Angleterre, l'Asclépiade tubéreuse, l'Achillée millefeuille, l'Agastache fenouil, la Rudbeckie hérissée, l'Immortelle blanche, la Monarde fistuleuse, l'Héliopsis faux-hélianthe, l'Onagre bisannuelle et l'Épilobe à feuilles étroites.*

Récolter vous-mêmes vos semences!

La pratique des bombes de semences est une invitation à vous ouvrir les yeux sur la diversité du monde végétal, à regarder les plantes pour les voir réellement, elles qui sont omniprésentes dans notre quotidien. **Une friche urbaine est un monde à découvrir.** Vous pouvez y collecter vous-mêmes les semences des espèces qui émerveillent vos sens et contribuer ainsi à leur dispersion.

Téléchargez une application comme Seek pour identifier les plantes que vous rencontrez sur votre chemin et équipez-vous d'une enveloppe ou d'un sac de papier pour récolter les semences lorsqu'elles arrivent à maturité. Comment savoir si les semences sont prêtes pour la récolte? Développer votre sens de l'observation et retourner visiter souvent les mêmes endroits, afin de faire l'expérience sensible des plantes tout au long de leur cycle de vie. Il s'agit d'un exercice d'entrer-en-relation, une manière de s'appropriier le paysage urbain, qui ouvre des possibilités de redéfinition de notre rapport au monde, en nous connectant à une temporalité autre que le rythme effréné de la production capitaliste.

Instructions

Dans un bol, bien mélanger 1 tasse de semences avec 5 tasses de compost et 2-3 tasses de poudre d'argile.

Ajouter progressivement de l'eau en mélangeant jusqu'à obtenir une texture qui vous permet de rouler entre vos mains de petites boules (environ la taille d'un falafel) et qui sont en mesure de conserver leur forme.

Rassembler vos amies, partager vos bombes de semences et aller bombarder à pied, à vélo ou en skate les friches urbaines, les terrains vagues, les saillies de trottoirs, les bords de chemins, les pistes cyclables, les ruelles, les puits de plantation des arbres urbains, les pots de fleurs abandonnés de vos voisines et plus encore!

Pour assurer le succès de votre action, lancer vos bombes de semences là où la végétation n'est pas trop dense et dans des lieux ensoleillés. Juste avant un jour de pluie, c'est encore mieux!

N'oubliez pas d'identifier votre enveloppe de semences avec le nom de la plante, l'année et le lieu de votre récolte (vous pourrez ainsi y retourner l'année suivante!). Conserver vos semences à l'abri de la lumière et de l'humidité.

Où lancer vos bombes de semences ?

Il est important de ne pas lancer vos bombes de semences dans des aires de conservation, soit des aires protégées, des réserves écologiques ou même des parcs nationaux, car vous risquez d'y introduire des espèces floristiques qui ne s'y retrouvent pas initialement et dont la présence peut mettre en péril l'intégrité des populations d'espèces végétales déjà menacées ou vulnérables.

EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE

La violence étatique déployée POUR ÉTOUFFER LES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES

Depuis le début de l'année, nous avons eu le droit à de multiples reprises au spectacle du déploiement massif de la violence étatique contre les mouvements écologistes. Les médias libéraux ont fait très peu de cas de ces événements bien qu'ils sont sans aucun doute d'une importance capitale. Je chercherai donc dans les lignes qui suivent à faire une présentation rapide de deux d'entre eux.

LÜTZERATH

Entre le 14 et le 16 janvier, le village de Lützerath en Allemagne fut occupé par des militant·e·s écologistes et anticapitalistes opposé·e·s à l'agrandissement d'une mine de lignite – un charbon considéré comme étant l'une des formes d'énergies fossiles les plus polluantes, il est par exemple deux fois plus destructeur que le gaz naturel – appartenant à la compagnie RWE. Cette extension fut autorisée par l'État allemand sous le prétexte qu'il n'était plus possible pour l'Allemagne d'importer de gaz russe du fait



de la guerre en Ukraine, cependant des spécialistes ont démontré qu'une augmentation de la production de charbon n'était nullement nécessaire pour répondre aux besoins énergétiques de l'Allemagne dans ces conditions. Ainsi, des milliers de manifestant·e·s provenant de toute

l'Europe se sont mobilisé·e·s pour lutter contre ce projet écocidaire, qui en plus de représenter une menace terrible sur le plan des émissions de gaz à effet de serre, menaçait de détruire avec le village de Lutzerath des champs propres à la culture.

Certain·e·s allèrent se barricader dans le village avec les militant·e·s occupant celui-ci depuis déjà plusieurs mois, d'autres se groupèrent dans les champs autour de la place forte. Ils étaient au moins 35 000 au total. La compagnie, trouvant dans ces manifestant·e·s un obstacle à ses plans machiavéliques, fit alors appel à l'État qui déploya sa police pour aller faire régner les sacro-saintes lois de la propriété privée. Comble de l'indécence, ces forces furent transportées entre autres par des camions de l'entreprise. Inévitablement, des affrontements eurent lieu quand la police entreprit de disperser les manifestant·e·s. Ils firent des dizaines de blessé·e·s du côté manifestant et une vingtaine d'entre eux durent être hospitalisé·e·s. En plus de la violence physique, les représentants de l'État usèrent de la stratégie bien connue du harcèlement judiciaire et entamèrent des poursuites contre près de 150 personnes.

N'est-ce pas la preuve que l'État priorise aujourd'hui les profits des grandes entreprises sur le bien-être des citoyens et sur l'avenir de l'humanité? Si vous n'en êtes pas encore convaincu·e·s, voilà qui suit un autre exemple, peut-être encore plus frappant, de cette même tendance.

Sainte-Soline

Le 25 mars, 6 000 militant·e·s écologistes et paysan·ne·s se regroupèrent à Sainte-Soline en France pour protester contre la construction d'une mégabassine, un bassin artificiel servant à stocker de l'eau puisée à même les nappes phréatiques à des fins d'irrigation des champs. L'organisation, "Les Soulèvements de la Terre", à l'origine de cette mobilisation s'oppose à la création de cette infrastructure, puisqu'elle celle-ci menace les réserves d'eau que représentent les nappes phréatiques en temps de sécheresse en plus de privatiser l'accès à l'eau. Ils s'opposent aussi globalement à l'agriculture industri-

elle qui voit dans les mégabassines un moyen de perpétuer leurs pratiques destructrices et gaspilleuses.

Les manifestant·e·s avaient donc pour but d'aller occuper la bassine en construction, iels étaient attendu·e·s par une horde de policiers lourdement armés. Ceux-ci bombardèrent littéralement les manifestant·e·s qui reçurent un total de près de 4000 bombes lacrymogènes et assourdissantes, sans parler de l'utilisation massive des fusils en balles à caoutchouc. Cet assaut fit 200 blessé·e·s du côté des manifestant·e·s, dont une quarantaine qui le fut grièvement et deux qui se retrouvèrent dans le coma. Ce carnage fut d'autant plus terrible que la police empêcha pendant plusieurs heures les ambulancier·ère·s de rejoindre le champ où avait lieu le massacre.

Cette violence étatique, sans aucune mesure, avait pour but d'étouffer la voix de paysan·ne·s menacé·e·s par la privatisation de l'accès à l'eau à l'heure des sécheresses et des changements climatiques.

Une même violence

En Allemagne comme en France on put voir s'incarner la violence des États, alors que ceux-ci se mettaient totalement au service des intérêts capitalistes contre ceux qui cherchent simplement à protéger les conditions d'habitabilité de la planète pour tous les humains. Cette violence n'est évidemment pas endémique à l'Europe. Comme vous le savez déjà, elle se manifeste de manière peut-être encore plus brutale de l'autre côté de l'Atlantique, au soi-disant Canada. En témoigne notamment l'usage néocolonial de la GRC sur le territoire des Wet'suwet'en pour forcer le passage du gazoduc Coastal Gazlink financé grassement par la banque RBC. Il nous faut donc prendre conscience de ce problème universel et construire des solidarités entre les différents mouvements décoloniaux, écologistes et anticapitalistes à travers le monde. Nous partageons toutes un même ennemi, le Capital défendu par l'État.

La CROISSANCE ÉCONOMIQUE

UN RÉGIME À SOMME NÉGATIVE

Lorsqu'on envisage d'abord et avant tout la croissance économique à partir de ses grandeurs matérielles (tonnes de ressources naturelles et de gaz à effet de serre, hectares de terres, etc.) plutôt que par sa grandeur monétaire (le PIB), la croissance économique apparaît immédiatement comme un jeu à somme nulle, voire négative. Lorsqu'il y a croissance économique quelque part, il y a généralement une perte ailleurs. Cet ailleurs comprend d'autres sociétés humaines présentes ou futures, les écosystèmes, les êtres vivants non-humains, etc. Par exemple, la croissance annoncée des véhicules électriques concentrés dans le Nord global signifiera une décroissance de la disponibilité de minéraux pour les générations futures, une dépossession systématique des sociétés où se déroulent les opérations d'extraction et de déversements des déchets, et bien sûr une destruction d'habitats pour l'ensemble du vivant.

La domination de la représentation monétaire (PIB) de la croissance a l'avantage de masquer les externalités qui annulent tous ses prétendues bénéfices, d'autant plus que ceux-ci ne profite qu'à une minorité. Une lecture complète de la croissance économique doit permettre de rendre compte de sa matérialité, du discours idéologique qui l'accompagne et des rapports sociaux de domination impliqués.



La CROISSANCE comme MATÉRIALITÉ

En 2019, il s'est extrait dans le monde près de 100 milliards de tonnes de ressources naturelles, soit le double du seuil de durabilité établi. La croissance économique exige une expansion de l'extractivisme et de l'impérialisme qui le rend possible.

La CROISSANCE comme IDÉOLOGIE

Il n'est pas surprenant que la croissance économique soit l'horizon politique de la classe au pouvoir : cette croissance profite d'abord et avant tout à cette classe, c'est pourquoi elle devient son objectif, ensuite présenté comme souhaitable et porteur d'intérêt général. Un vocabulaire en découle : sous cette idéologie, les capitalistes deviennent des créateurs d'emplois (la croissance n'est pas générée par les travailleuses et travailleurs, bien sûr!), les écosystèmes sont des ressources naturelles, l'économie se résume à des indicateurs boursiers, les pays spoliés sont plutôt des pays en développement, etc.

La CROISSANCE comme RAPPORTS SOCIAUX DE DOMINATION

À chaque année depuis le tournant des années 1990 et la mondialisation économique (lire : l'expansion mondiale du capitalisme et l'approfondissement du colonialisme), les pays du Nord global importent au net l'équivalent du travail de 200 millions de travailleuses et travailleurs temps plein du Sud. Une portion importante de la population du Sud global est donc mise au travail pour produire pour le Nord. Ce prétendu libre-échange est donc un appauvrissement, reconduit par des rapports de propriétés militarisés où les actifs de grandes entreprises s'en trouvent protégés. Cette dynamique a également cours au sein des pays du Nord, ce contre quoi les peuples autochtones du Canada et des Amériques continuent de se battre.

FAIRE DE LA DÉCROISSANCE UN JEU À SOMME POSITIVE

Pour se défaire de la croissance, il faudra donc lutter contre sa matérialité, son idéologie et

ses rapports sociaux de domination. Or, puisque toute société implique nécessairement une matérialité, une forme d'idéologie politique et des rapports sociaux particuliers, les différentes propositions politiques débattues (éco-socialisme, communalisme, planification démocratique de l'économie, éco-anarchisme, etc.) peuvent également être pensées à partir de cette grille tripartite.

La matérialité d'un monde post-croissance : quel rapport social à la nature prévaudra? Quelles seront les conditions matérielles des sociétés?

L'idéologie d'un monde post-croissance : quel vocabulaire et discours représenteront le bien-commun? Quelles seront les conditions de production de ce discours ?

Les rapports sociaux d'un monde post-croissance : comment sera organisée la répartition sociale des tâches? Quelles formes prendront les institutions délibératives et décisionnelles?

L'aggravation des crises écologiques rend le statu quo politico-économique de plus en plus utopique/dystopique. La matérialité, l'idéologie et les rapports sociaux des sociétés de croissance ne sont pas viables. Or, la classe au pouvoir et ses moyens de l'exercer prolongeront le plus longtemps possible ce régime, puisque leur pouvoir en est tributaire. Entre-temps, les GES et les destructions exponentielles d'écosystèmes continueront de s'accumuler, dans une même mesure qu'un sentiment de rage écologique montant.

Notes:

1. WU Vienna et UN IRP Global Material Flows Database, en ligne, <https://bitly.guru/nCnNc>
2. Jason Hickel, Christian Dorninger, Hanspeter Wieland, Intan Suwandi, 2022, "Imperialist appropriation in the world economy: Drain from the global South through unequal exchange, 1990–2015", Global Environmental Change, Volume 73-102467.
3. M. Schmelzer, 2022, "The Future is Degrowth: a Guide to a World Beyond Capitalism", Verso.

LA DIVERSITÉ DES TACTIQUES...

C'EST QUOI?



Qu'est-ce que la diversité des tactiques? C'est le principe selon lequel tous les groupes affinitaires ou plus formels qui ont des objectifs compatibles peuvent choisir quelles stratégies et quelles tactiques ils souhaitent utiliser, sans se dénoncer ni se discréditer entre eux.

Au sein d'une même lutte, le principe de diversité des tactiques peut signifier que certains groupes vont préférer utiliser des tactiques comme les pétitions, l'éducation populaire et les événements culturels pour sensibiliser

autour de l'enjeu, alors que d'autres peuvent choisir d'avoir recours à des formes d'action plus intenses (souvent dites «violentes» - nous reviendrons sur ce terme plus loin) comme des blocages, des occupations, des actes de sabotage ou d'autres formes d'actions directes. S'ils respectent la diversité des tactiques, tous ces groupes et ces personnes menant des actions différentes comprennent que les autres tactiques ont leur place. Au fil du temps, leur lutte a plus de chances de préserver sa cohésion.

Bien entendu, lorsque des groupes s'entendent sur le principe de diversité des tactiques, cela ne veut pas dire que la critique n'est pas la bienvenue: il est sain d'émettre des critiques constructives et de faire part de nos inquiétudes entre nos différents groupes lorsque nécessaire. Mais tout ne se déroule pas toujours aussi doucement, et il est fréquent que des tensions émergent entre les groupes utilisant des tactiques différentes.

Ces tensions apparaissent souvent lorsqu'un groupe est convaincu qu'utiliser des tactiques non-violentes est la seule manière de gagner, et que toute action dite «violente» - une vitre brisée, des feux d'artifices, des actes de sabotage - vont faire perdre toute crédibilité aux revendications d'un mouvement social, le diviser et augmenter la répression. Pour désamorcer cette forme de purisme qu'est le dogme de la non-violence chez certains groupes militants et s'outiller pour discuter avec nos proches non-militant-e-s de formes d'actions plus intenses, nous explorerons dans ce texte le concept de violence puis, brièvement, l'historique de quelques luttes sociales et comment des luttes qualifiées de non-violentes ou pacifiques sont en réalité plus complexes. Nous défendrons ensuite la pertinence stratégique de la diversité des tactiques. Finalement, nous verrons à quoi peut ressembler ce principe dans la pratique: d'abord, au sein d'une manifestation, puis, au sein d'une coalition de groupes utilisant des tactiques diversifiées.

QU'EST-CE QUE LA VIOLENCE?

Il est difficile de s'entendre sur une définition de la violence... La violence se limite-t-elle aux blessures physiques sur une ou des personnes, ou s'étend-elle aux biens matériels comme une vitrine de succursale bancaire? La violence psychologique est bien réelle, mais est-ce violent d'infliger du stress psychologique à un policier parce qu'on l'insulte ou qu'on lui lance des tomates? La violence systémique (par exemple, les meurtres ou les blessures commises par des policiers) est-elle équivalente à la violence



utilisée en réaction à celle-ci? La violence se limite-elle à une attaque haineuse sur des personnes marginalisées ou s'étend-elle aussi à la chronique islamophobe et queerphobe du Journal de Montréal qui a précédé la violence de l'attaque physique? Quels facteurs vont faire en sorte qu'une violence est plus moralement acceptable qu'une autre?

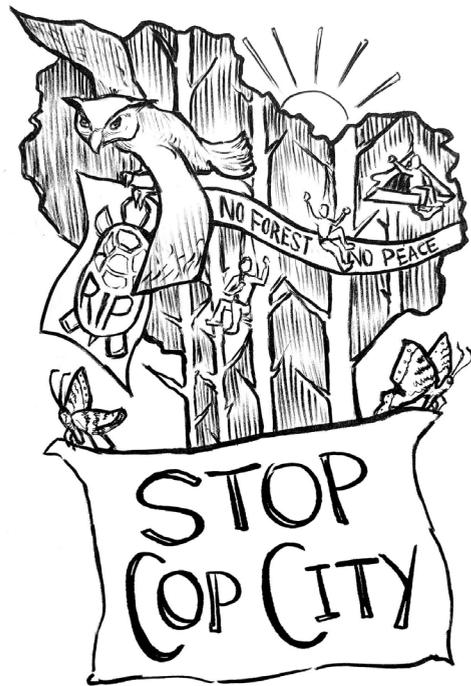
Le but ici n'est pas de répondre en détail à chacune de ses questions, mais bien de démontrer comment il peut être ardu de s'entendre sur une définition universelle de la violence et d'entamer des réflexions sur les imbalances de pouvoir qui entrent en action lorsqu'il y a violence. Il est absurde de crier à la «violence des militant-e-s» dès qu'un-e manifestant-e lance une canne de soupe à des policiers munis d'équipement de protection intégrale, de matraques, de balles en caoutchouc, de poivre de cayenne, de grenades lacrymogènes, d'un 9mm et de l'avantage d'être une «force de l'ordre» qui a légalement le droit de recourir à la violence, car découlant de l'État.

Dénonçons l'hypocrisie qui consiste à ne nommer comme violence que celle de la résistance et à banaliser et légitimer celle qu'exerce les États canadien et québécois, par le biais de l'armée, de leurs corps policiers et de leurs appareils législatifs et judiciaires. Les déportations de personnes migrantes; la répression des personnes autochtones défendant leur territoire et la vie de nous tous contre des projets

pétroliers et gaziers; l'inaction face aux milliers de femmes et de personnes bispirituelles autochtones assassinées ou portées disparues; l'inaction face à la crise du logement; le simple fait que des personnes doivent vivre dans la rue; la précarité dans laquelle les travailleur·euse·s du sexe vivent; la misère grandissante de la majorité de la population pendant que les riches deviennent plus riches; la loi 21 qui a attisé l'islamophobie dans la province; les avantages fiscaux qui font en sorte que plus de 75% des compagnies minières ont leur siège social au Canada – dont plusieurs compagnies sont liées aux assassinats de personnes militantes dans le Sud Global¹ - les niveaux d'arsenic dangereux près de la sacro-sainte Fonderie Horne, et la liste pourrait s'allonger longtemps. Ce sont là toutes des formes de violences qui ne sautent peut-être pas aux yeux comme un coup de poing au visage, mais qui sont dévastatrices sur la vie des personnes et des écosystèmes, ici comme ailleurs, et souvent de façon beaucoup plus pernicieuse. Nous considérons comme légitime toute violence utilisée en réaction ou en défense à ces violences systémiques et surpuissantes nommées plus haut.

PETIT COMMENTAIRE HISTORIQUE

Les groupes défendant la non-violence et la présentant comme étant la seule tactique qui puisse fonctionner face à la sixième extinction de masse - Extinction Rebellion et Just Stop Oil n'en sont que deux exemples - ignorent le fait que tous les mouvements sociaux se caractérisent par une hétérogénéité d'acteurs et une pluralité de moyens d'action. Le but du présent texte n'est pas de faire une analyse historique approfondie, mais nous tenons à mentionner que même les luttes souvent prises en exemple par les personnes défendant la non-violence sont en fait plus complexes que ce que l'histoire coloniale et blanche nous apprend. Les suffragettes ont brisé des vitrines, fait exploser des boîtes aux lettres et incendiées des bâtiments municipaux. Martin Luther King Jr.



était un fervent défenseur de la non-violence, mais portait un fusil partout où il allait pour se défendre. Gandhi avait l'appui non seulement de militant·e·s pacifiques, mais aussi d'une guerrilla armée.

Et pendant qu'on parle un peu d'histoire: les opposants aux mouvements sociaux - l'État, les entreprises privées, les propriétaires, les médias - tenteront toujours d'utiliser les désaccords et les tensions qui se cristallisent au niveau du choix des tactiques employées, afin de créer une dichotomie entre les "bon·ne·s manifestant·e·s" défenseur·e·s de la non-violence et les "mauvais manifestant·e·s" utilisant la violence dans l'objectif de désolidariser les mouvements sociaux et délégitimer la contestation. En 2012, lors des grèves étudiantes, le phénomène était clair: les médias en venaient même à suggérer que les personnes qui brisaient des vitrines ou qui lancaient des cailloux aux policiers n'étaient pas étudiantes, mais plutôt des «casseurs» infiltré·e·s dans le mouvement uniquement pour troubler la paix. Inutile de préciser qu'il est absolument probable d'être une personne étudiante ET d'être en colère contre les hausses de frais de scolarité ET de s'adonner à la destruction de biens matériels; la casseuse et l'étudiante

sont une seule et même personne. Pour ne pas se laisser affaiblir par le fossé que nos ennemis tenteront de creuser entre nos groupes, entendons-nous sur le principe de la diversité des tactiques. La diversité des tactiques c'est comprendre que des groupes et des personnes différentes, dans des circonstances similaires, vont choisir d'utiliser des tactiques de résistances différentes, que ce choix est motivé par des réflexions politiques et qu'au final, nous luttons toutes dans la perspective d'un changement social.

LA DIVERSITÉ DES TACTIQUES EST PLUS QU'UN PRINCIPE: ELLE EST STRATÉGIQUE

La diversité des tactiques n'est pas une apologie de l'utilisation de la violence par certains groupes, mais plutôt la confiance en leur capacité de réflexions stratégiques. Plutôt que d'opposer violence et non-violence, il semble plus intéressant de réfléchir nos actions en termes d'harmonie des tactiques. En effet, comme dans toute lutte, des groupes plus ou moins établis peuvent agir en organisant des actions ou activités. La communication n'a pas à être explicite: chacune des organisations fait ce qui lui semble pertinent. C'est l'idée même de la semaine de Rage Climatique: fournir un espace à des activités diversifiées. Dans cet espace peuvent être répondus plusieurs besoins du mouvement écologiste actuels.

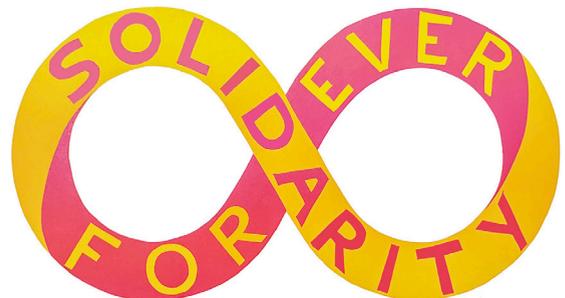
D'abord, un premier besoin est celui de force collective, qui est fréquemment répondu par des manifestations larges, où nous nous sentons soutenu-e-s par une vaste part de la population. Ensuite un autre besoin est de répandre le message, d'aller au-delà des cercles militants traditionnels, ce qui est répondu par des actions symboliques et de visibilité et par de l'éducation populaire comme des camps de formation ou des publications, comme ce journal. Fina-

lement, nous avons aussi à faire pression sur les capitalistes et l'État par des actions de perturbation, de blocage et de sabotage. Parce que nous en sommes désormais à une ère de global boiling, le caractère violent de nos actions est éclipsé, par la violence inouïe de la crise climatique - intimement liée aux violences du capitalisme et du colonialisme. Il s'agit en fait d'autodéfense face à un système qui détruit tout. Aucune de ces tactiques n'est réellement contradictoire et nous sommes plus fort-e-s lorsque ces stratégies se lient entre elles.

Une telle diversité apporte une foule de bénéfices pour nos mouvements. D'abord, si des gens hésitent entre faire une action peu utile et rien du tout, il est beaucoup plus bénéfique qu'ils tentent de faire quelque chose, pour saisir la pertinence limitée de leur action. Peu importe que ça soit une action-pièce de théâtre où on se déguise en banquiers qui tuent des ours polaires devant une banque pour faire des belles photos Instagram ou un blocage des conteneurs du port, les actions plus softs sont souvent le point d'entrée dans nos mouvements. Ceci a pour effet de maximiser l'inclusivité du mouvement. De plus, en décentralisant les actions et les activités organisées, on évite à la fois qu'une organisation s'arroge le pouvoir, et on complexifie le travail des forces de l'ordre qui ne peut plus simplement viser un groupe au centre des actions.

La non-dénonciation en PRATIQUE

Lors de la COP15 en décembre 2022, Bloquons la COP15 - l'ancêtre de Rage Climatique - a fait cir-



culer un accord de non-dénonciation que plusieurs groupes militants étaient invités à signer. La non-dénonciation est la base de la diversité des tactiques pour éviter de se nuire mutuellement; le bare minimum. Comme son nom l'indique, c'est le refus stratégique de dénoncer aux autorités les actions d'autres groupes et de dénigrer ces actions sur nos plateformes – réseaux sociaux, journaux, radio, télé... Mais est-ce qu'on peut faire mieux et, en plus de ne pas dénoncer, décider de se renforcer mutuellement, car nous réalisons que nos objectifs sont compatibles? Ici, on n'a pas de réponses définitives, mais nous invitons à la réflexion. Les groupes et les personnes qui disposent de visibilité médiatique peuvent parler des actions intenses qui se passent, les amplifier et contribuer à une plus grande compréhension que la situation est grave, et que ce genre d'action risque de se reproduire. Les ONGs et autres groupes disposant de fonds peuvent trouver des façons de soutenir financièrement des groupes qui ont moins de ressources.

La collaboration peut aussi se faire au niveau des revendications et des actions menées. Pourquoi ne pas se parler un peu et explorer comment nos différents messages et actions peuvent s'amplifier mutuellement, même si elles n'ont pas le même niveau d'intensité?

Bien entendu, il y a un danger que les groupes qui n'ont pas de perspective révolutionnaire donnent de la visibilité aux luttes révolutionnaires... en diluant leur message. Ou que, similairement, des ressources financières soient octroyées en échange de changements dans l'angle des revendications, dans la nature de l'action... Ce genre de phénomène est à éviter absolument. Le plus important est que les groupes préservent leur autonomie. Sinon, ce n'est pas de la diversité de tactiques mais de la co-optation, laquelle est toujours nocive aux changements sociaux : en effet, lorsqu'il y a co-optation, c'est parce qu'un groupe dominant souhaite préserver son pouvoir et fait quelque chose qui aide certaines personnes, qui ressemble à première vue à l'action révolutionnaire initiale, mais qui est vidée de tout son potentiel transformateur. Comme

l'illustre Dean Spade dans *Mutual Aid: building solidarity during this crisis (and the next)*, l'exemple parfait de co-optation est le programme de petits-déjeuners mis en place dans les années 70 par le Département de l'agriculture aux États-Unis dans l'optique d'atrophier l'initiative du Black Panther Party qui offrait des petits-déjeuners aux enfants de quartiers populaires. Contrairement au programme émancipateur des Black Panthers, qui permettait aux familles noires des quartiers populaires de se nourrir et de développer des liens communautaires et une analyse commune du racisme aux États-Unis, le programme mis en place par l'État américain était (et est toujours) discriminatoire, car pour bénéficier du service, il fallait répondre à certains critères précis. De plus, l'aspect d'éducation politique révolutionnaire y était de toute évidence absent, en plus d'enlever de l'autonomie aux communautés. C'est pourquoi la méfiance est parfois de mise de la part des groupes révolutionnaires et pourquoi les personnes alliées faisant partie de groupes ayant des ressources, si elles veulent réellement soutenir les groupes révolutionnaires, se doivent d'aller dans le sens de leurs initiatives sans co-opter, écraser, modifier.

CONCLUSION

On pourrait s'exténuer à force de se battre contre le principe de diversité des tactiques, mais il faut bien se rendre à l'évidence: il est impossible de contrôler ce que d'autres personnes ou groupes feront. Même David Suzuki déclarait en 2021 dans une entrevue que «des gens vont commencer à briser des pipelines» de manière sereine, sans dénigrer ce genre d'action, mais en déclarant que cela arrivera inévitablement. Face à la destruction de la vie et la multiplication des feux de forêts, inondations, tornades et vagues de chaleur causés par les changements climatiques, les actions plus intenses vont se multiplier. Travaillons pour que cette diversité inévitable empuissance nos mouvements; ne laissons pas des conflits rigides les détruire.

Notes:

1. <https://bitly.guru/mmCgj>

UN PEU DE PRATIQUE...

La DIVERSITÉ DES TACTIQUES en manif

On entend parfois que «les anarchistes compromettent la sécurité des personnes en faisant de la casse dans les manifs». Désamorçons ce genre d'argument. Bien entendu, il peut y avoir des personnes qui ont des comportements inacceptables, comme lancer un projectile sans réfléchir au fait qu'il pourrait retomber dans la foule de manifestant·e·s, ou encore frapper un fasciste et s'enfuir sans se soucier des camarades moins fort·e·s qu'on laisse derrière, alors qu'on aurait la capacité de tenir tête aux fachos. Ce genre de comportement ne représentent pas l'ensemble d'un groupe ou d'une idée politique. De plus, les personnes en question peuvent recevoir des critiques constructives de la part de camarades et s'améliorer pour les prochaines fois. En ce qui concerne les groupes militants, cela s'applique également: par exemple, des critiques constructives quant à la façon d'assurer une plus grande sécurité pour les personnes en réfléchissant notamment à des voies de sortie lors d'une action, ou encore des sections moins bruyantes dans la manifestation, sont d'une grande importance et doivent être communiquées et accueillies dans l'ouverture.

Malgré les préjugés qu'on colle aux anarchistes, black blocs et autres groupes agitateurs, les pratiques militantes plus intenses qu'ils utilisent parfois ne sont pas du tout synonyme de négligence ou incompatible avec la sécurité collective. Au contraire, ces groupes disposent d'un arsenal de pratiques de soin collectif pour les manifs et les actions. Voici un survol de certaines de ces pratiques.

Le **black bloc** est une tactique de groupe (et non un type de militant·e). Les personnes formant un black bloc vont s'habiller en noir et se masquer pour dissimuler leur identité lors d'une manif et ainsi

- 1- Réduire les risques d'arrestation pour leurs camarades (difficile pour la police de cibler une personne spécifique si la foule est un bloc homogène

- et anonyme) et 2- Réduire les risques de se faire fiché par les flics (qui filment et prennent en photo les manifs).

La distribution de **matériel** comme des masques covid et des lunettes (pour permettre aux autres camarades de compléter leur outfit de black bloc) est une pratique qui peut être utilisée.

Rester groupé·e·s pendant la manifestation permet de minimiser les chances que la foule se fasse séparer en 2 par les flics, ce qui vulnérabilise les personnes présentes. Résister aux tentatives de dispersion usuelles de la police (gaz lacrymogènes) et faire de son mieux pour rester en groupe est aussi une façon de se protéger soi-même et ses camarades: personne ne veut se retrouver seule avec ses 3 ami·e·s devant l'anti-émeute, au milieu d'un nuage de lacrymos. **Rester groupé·e quand la manif prend fin** et revenir en groupe au métro plutôt que seul·e minimise les chances de se faire harceler et arrêter après la manifestation.

Des personnes **médics** en manifs, qui ont des connaissances en premiers soins, sont souvent, sinon toujours présentes dans les manifestations plus radicales ou la répression policière est attendue. Elles transportent leur trousse de premiers soins ainsi que du «Maalox», qui est un mélange moitié-moitié d'eau et de lait de magnésie (antiacide disponible en vente libre dans les pharmacies), très utile pour soulager la sensation de brûlure aux yeux provoquées par le poivre de cayenne et les lacrymogènes.

Un **soutien légal** est habituellement offert par les groupes organisateurs des manifestations. Le numéro d'une personne avocate est distribué en début de manif, utile en cas d'arrestation. Ces groupes peuvent offrir un soutien financier pen-

nant les procédures judiciaires. Les anarchistes ne laissent personne seul-e devant le système judiciaire!

La majorité des camarades font preuve de «**gros bon sens**» durant les manifestations et les actions: aider les autres camarades à se relever quand iels tombent, éviter de laisser les personnes qui courent moins vite seules derrières à la merci des flics, éviter de lancer des objets qui pourraient retomber dans la foule de camarades, éviter de faire tomber

du mobilier urbain aux pieds des camarades qui marchent avec nous et de risquer de les faire trébucher.

Nous luttons contre les oppressions, contre la violence de l'État et contre celle des entreprises meurtrières. Nous souhaitons lutter ensemble, et longtemps: pour cela, prenons soin de nos camarades - surtout pendant les moments de répression.

L'HOROSCOPE ENRAGÉ

Inspiré de sites web à la con et de connaissances de base de quelques astro-queers ;)

POUR TOUST.ES

Amour : <3 <3 <3

Amitié : <3 <3 <3

Chance : <3 because ACAB

§ : FUCK CAPITALISM

BÉLIER

(20 mars - 19 avril)



Si à d'autres moments on t'a reproché d'être rancunière-er, cette fois, ta rancœur sera nécessaire pour ne pas se laisser amadouer par des promesses d'énergies vertes bidons; le capitalisme, peu importe sa couleur, ça reste du capitalisme! Merci à toi, punk à temps partiel audacieux-se et entêté-e. «On avance, on avance, on recule pas!»

TAUREAU

(20 avril - 20 mai)



Tu es la seule personne qui arrive à faire vivre des plantes d'intérieur dans un ½ sous-sol à 2000\$/mois! Tes années d'expérience de tree planting n'auront pas été vaines, on va avoir besoin de tes skills pour la révolution climatique. Fuck la hiérarchie des tâches productives et reproductives, tu es essentiel-le!

GÉMEAU

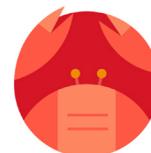
(21 mai - 20 juin)



Ton caractère excentrique, mais attachant; ton air de «je sais tout» qui nous tape sur les nerfs parfois, mais qu'on trouve bien utile et ton sourire charmeur sauront rallier les révo ascendant réfo à notre lutte. Suggestion : ne perds pas ton temps avec Greenpeace... on connaît l'adresse de leur siège social. ;)

CANCER

(21 juin - 21 juillet)



Les millenials et générations suivantes écoanxieuses apprécient ton soutien émotionnel et ton rôle de «free hugs booth operator». Tu es excellent-es pour prendre sur toi les problèmes de tout-e-s. Attention de ne pas t'épuiser avec toute cette charge. Si ton verre est trop plein, n'hésite pas à ventiler et si ton sac est trop pesant, n'hésite pas à balancer les pierres qui l'alourdissent. :p

LION

(22 juillet - 22 août)



Ton numéro de stand up pour attirer l'attention (celui que tu pratiques trop souvent hihi) pourra faire diversion pendant qu'on brûlera les chars

de police pour venger les forêts. La semaine de la rage climatique c'est your time to shine; pour une fois, personne ne te reprochera de crier trop fort. Please, garde tes monologues sur la révolution SEULEMENT pour les manifs. ;)

VIERGE



(23 août - 22 septembre)

«Tupperware for other people's mess», une chance qu'on t'a pour pas que notre QG ressemble à une chambre d'ado qui hésite entre l'anarchisme et le communisme. «One person welcome committee» une chance que tes là pour veiller à l'inclusivité du groupe! Mais surtout, une chance que tu es parfois judgmental (avec des bonnes intentions) parce que ça serait intimidant de s'organiser avec toi autrement. <3

BALANCE



(23 septembre - 22 octobre)

Habituellement, dès que c'est l'heure du vote en AG, tu es LA personne qui veut amender la proposition/ quand la moitié du monde à l'AG est dû pour une clope pis se peut pu, TU lèves ta main... MAIS là, ton choix est clair: pas de compromis, pas de réforme! Continue de faire de la propagande anarchiste sur les poteaux de Mtl (on dit que c'est plaisant en couvrant de coller des stickers xD).

SCORPION



(23 octobre - 21 novembre)

Ton regard perce et voit l'âme de l'autre. You know what means ACAB ;). Tu as le look du protagoniste en coat de cuir (faux cuir de friperie #vegan) et tu arrives à avoir du swag même en black bloc. Tes talents pour tromper et sneaker te serviront à éviter les ennuis. D'ailleurs, merci d'avoir été à l'épicerie pour le BBQ de Rage climatique, tu as été disons... économe ;).

SAGITTAIRE



(22 novembre - 20 décembre)

Ton pseudo sur Signal est inutile parce que TOUT le monde de la communauté te connaît. D'ailleurs,

t'arrives à dormir avec les petites annonces de tes camarades qui pop constamment? Ton entregent fait de toi un-e excellent-e correspondant.e avec d'autres groupes militants, fait de toi le MVP du party et on te verrait bien être le karaoke emcee au after. Content-e-s que toi aussi tu l'aimes Richard Desjardins!

CAPRICORNE



(21 décembre - 19 janvier)

Tu es adulte depuis l'âge de 6 ans. Tu ne jouais pas à la poupée parce que tu gérais déjà la surpopulation de playmobiles. Heureusement, l'\$ monopoly t'a suffi et ta motivation pour le devoir vit à travers tes engagements militants. Merci d'organiser notre chaos avec brio et avec tact... ben des fois avec tact :p. Grâce à toi, notre trajet de manif est clair : direction => révolution!

VERSEAU



(20 janvier - 17 février)

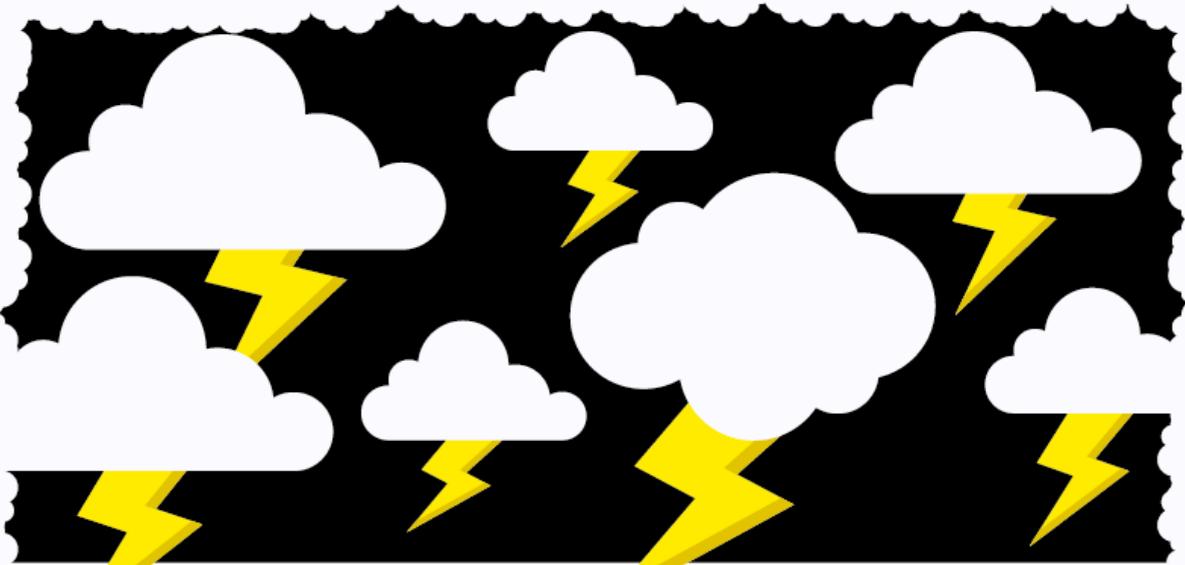
Ta créativité et ton sens de l'analyse nous permettront peut-être de trouver le moyen de faire des manifs le fun de plus que 20 minutes! Tu as la réputation d'être un.e philosophe de divans (surtout ceux des asso étudiantes) et de vouloir défendre toutes les personnes marginalisées. NB tu n'es plus «un vilain petit canard» dans une famille de banlieue, tu peux faire confiance à tes allié-e-s. ;)

POISSON



(18 février - 19 mars)

Best diseur-euse de bonne aventure ever (careful l'appropriation culturelle si tu utilises le tarot :p). On te croit quand tu nous rassures! On est reconnaissant-e-s que tu prennes un rôle de thérapeute qui charge pas 2 mois de salaire/heure quand on en a besoin. Petit rappel : c'est la semaine de la RAGE climatique... Tu peux toi aussi être en criss quand le PDG de compagnie arrose les pesticides de son gazon en pleine sécheresse.



MANIFESTATION POUR LE CLIMAT

écologiste - anticapitaliste

29 septembre

2023

14h - Place Georges-Étienne Cartier

RAGE
CLIMATIQUE